

Centrafrique : les troupes françaises ne sont pas là pour protéger la population

Dans le dernier numéro de leur journal Le pouvoir aux travailleurs, nos camarades de l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes (UATCI-UCI) dénoncent l'intervention militaire en Centrafrique. Bien loin d'avoir rétabli la sécurité, les soldats français assistent en spectateurs aux exactions, et à la fuite désespérée de la partie musulmane de la population, accusée en bloc d'avoir soutenu les milices de l'ex-Séléka qui faisaient régner la terreur à Bangui.

Loin de mettre fin à la violence des bandes armées qui terrorisent les populations, les troupes françaises ne font que de « l'interposition », c'est-à-dire qu'elles n'interviennent pas pour désarmer les bandes armées et mettre fin à leurs violences envers les populations mais seulement pour faire de la « dissuasion ». Cela rappelle beaucoup les pratiques des casques bleus de l'ONU lors de la guerre civile en Côte d'Ivoire. Ils ne faisaient que regarder les massacres s'opérer devant eux sans secourir les populations victimes.

C'est ainsi qu'en Centrafrique, alors que les soldats français sont en place depuis longtemps et sont armés jusqu'aux dents, ils assistent presque les bras croisés à des tueries, des massacres et des pillages sans lever le petit doigt ; c'est ainsi aussi que dans l'indifférence totale, ils laissent crever de faim, de soif et de manque de médicaments, des réfugiés qui ont trouvé refuge dans un terrain vague, près de l'aéroport, non loin du lieu où s'est établi le contingent des troupes françaises.

La nouvelle présidente, Catherine Panza a cru que, en lançant un appel à la réconciliation et en mettant en garde les miliciens des deux bords, son message allait être entendu. Force est de constater que la situation ne fait plutôt qu'empirer. Car lorsque le sang a coulé, que les gens n'ont pas encore fini d'enterrer leurs morts, de les pleurer, et que les rancoeurs et l'esprit de vengeance animent encore les cœurs, il est difficile de demander aux populations de pardonner, de se réconcilier.

À Bangui, c'est toujours le chaos. Des miliciens, du nom de « anti-balaka », partisans du président déchu Bozizé, et des ex-Séléka, rebelles favorables à Djotodia, président démissionnaire, continuent de s'affronter, même si ces affrontements ont diminué d'intensité. Tous les jours on découvre de nouveaux cadavres. Les exactions et les pillages continuent, des populations fuient vers des camps de déplacés ou vers des pays voisins, le Tchad surtout.

En province, des éléments de l'ex-Séléka, qui ont fui Bangui avec leurs armes, sèment la terreur et la mort. L'insécurité qui régnait dans la capitale a gagné l'intérieur du pays : tueries, pillages, exactions, viols. Les populations de ces villes ont commencé à fuir, les unes vers la brousse, les autres vers des institutions religieuses.

Des troupes françaises, entraînant dans leur sillage des soldats africains de la MISCA, ont quitté Bangui pour la province, faisant croire que c'était pour affronter les ex-Séléka. Loin de faire régner la paix, les troupes françaises ne font que s'enfoncer, chaque jour un peu plus, dans le borbier centrafricain.

Que des gens continuent de mourir, que des milliers de personnes continuent de fuir, ce n'est pas le souci des dirigeants français. Ce qui compte pour eux c'est d'être présents (comme depuis des dizaines d'années) en Centrafrique pour permettre à leurs capitalistes d'exploiter les ressources naturelles et la main-d'oeuvre locale.

LUTTE OUVRIERE N° 2376 DU 14 FEVRIER 2014

Accueil du site | Mentions légales |  | Haut de page

Lutte Ouvrière - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - Tel : 01 48 10 86 20 -  contact - 
webmaster